Հայկական գիտահետազոտական հանգույց
Armenian Research & Academic Repository

Սույն աշխատանքն արտոնագրված է «Ստեղծագործական համայնքներ ոչ առևտրային իրավասություն 3.0» արտոնագրով

This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonComercial 3.0 Unported (CC BY-NC 3.0) license.

Դու կարող ես.

պատճենել և տարածել նյութը ցանկացած ձևաչափով կամ կրիչով

ձևափոխել կամ օգտագործել առկա նյութը ստեղծելու համար նորը

You are free to:

Share — copy and redistribute the material in any medium or format

Adapt — remix, transform, and build upon the material

7374

Fédération Révolutionnaire Arménienne

(Daschnakzoutioun).

PROGRAMME MINIMUM

(Extrait du Programme du Parti)

Հ. Յ. ԴԱՇՆԱԿՑՈՒԹԻՒՆ

—

ՆՒԱԶԱԳՈՅՆ ՊԱՀԱՆՋՆԵՐ

(*ՔԱՂՒԱԾ ,,ԾՐԱԳՐԻՑ*)

329.14
– 24

Կ. ՊՈԼԻՍ 1908

329.14
Հ-24

PROGRAMME MINIMUM

(Extrait du Programme du parti.)

20002

Revendications politiques

La Fédération Révolutionnaire Arménienne, comme parti révolutionnaire et socialiste, tend à protéger les intérêts, soit économiques, soit politiques et nationaux des masses travailleuses du peuple arménien, en se proposant de rendre le peuple maître du gouvernement, de substituer l'ordre monarchique par une large démocratie et de remplacer le capitalisme par la socialisation des moyens de production.

Guidé par les principes socialistes et tenant compte des besoins réels des pays habités par les Arméniens, le Parti pose les revendications minimum suivantes:

En Arménie turque.

1.—Liberté politique et économique basée sur l'autonomie locale et les liens fédératifs, tout en faisant partie de l'Empire Ottoman.

93467-ԱՀ
2010
1572-2002
Sdcc 3962

2.—Le gouvernement central Ottoman, organisé sur des bases constitutionnelles et démocratiques, dirige les affaires de l'Etat: politique extérieur, armées, finances, douanes, postes et télégraphes, chemins de fer, en laissant les autres fonctions de l'Etat aux arrondissements locaux autonomes.

3.—L'Arménie turque, comme partie intégrante de l'Empire Ottoman, jouit de la liberté d'action dans ses affaires intérieures. Tous ses arrondissements ainsi que les communes jouissent également, dans leurs affaires intérieures, de l'autonomie locale.

4.—Tous les corps législatifs et administratifs centraux et cantonaux doivent être élus sur la base du suffrage universel, égal, direct, secret et proportionnel, sans distinction de race, de religion et de sexe.

Transcaucasie.

5.—La Transcaucasie, république démocratique, fait partie intégrante de la Russie — fédération républicaine. Elle est liée à cette dernière par la communauté de la défense de l'Etat, par le système monétaire, par les douanes et la politique extérieure.

6.—La République Transcaucasienne est indépendante dans ses affaires intérieures; elle possède son Parlement central élu au système du suffrage universel, égal, direct, secret et proportionnel. Tout citoyen, âgé de plus de 20 ans, sans distinction de sexe, a le droit d'élection.

7.—La Transcaucasie délègue au Parlement de toute la Russie ses représentants, élus par le même système du suffrage universel.

8.—La République Transcaucasienne est divisée en cantons, jouissant d'une autonomie locale des plus larges. Les communes jouissent également de l'autonomie dans les questions communales.

9.—Lors de la délimitation des cantons, il faudra tenir compte des particularités topographiques et ethnographiques du pays pour former, autant que possible, des groupements homogènes.

10.—Tous les corps législatifs, judicaires, administratifs, ainsi que les fonctionnaires, sont élus par le peuple d'après le système électoral précité.

11.—Législation directe; droit d'initiative et de referendum.

Revendications communes aux deux pays.

12.—Liberté de conscience, de parole, de la presse, de réunions, d'associations et de grèves.

13.—La séparation de l'Eglise et de l'Etat.

14.—Droit des nations de s'organiser librement. Egalité complète de toutes les nationalités et de tous les groupements religieux. Suppression de tous les privilèges de classes.

15.—Inviolabilité de l'individu, du domicile et de la correspondance.

16.—Liberté de déplacement; suppression de l'obligation du passeport.

17.—Enseignement primaire, général, obligatoire et gratuit. Laïcisation des écoles. Enseignement dans la langue maternelle.

18.—Juridiction gratuite.

329.14
Հ-24

PROGRAMME MINIMUM

(Extrait du Programme du parti.)

2002

Revendications politiques

La Fédération Révolutionnaire Arménienne, comme parti révolutionnaire et socialiste, tend à protéger les intérêts, soit économiques, soit politiques et nationaux des masses travailleuses du peuple arménien, en se proposant de rendre le peuple maître du gouvernement, de substituer l'ordre monarchique par une large démocratie et de remplacer le capitalisme par la socialisation des moyens de production.

Guidé par les principes socialistes et tenant compte des besoins réels des pays habités par les Arméniens, le Parti pose les revendications minimum suivantes:

En Arménie turque.

1.—Liberté politique et économique basée sur l'autonomie locale et les liens fédératifs, tout en faisant partie de l'Empire Ottoman.

93467-ԱՀ
2010
1572-2002
Sdcc 3962

19.—Répartition entre les nationalités particulières, et proportionnellement à leur nombre, du budget de l'instruction dans l'Etat et les cantons. Des corps spécialement élus veilleront à l'application de ce budget, ainsi qu'à l'organisation de l'instruction.

20. — Les fonctionnaires communaux et cantonaux doivent connaître les deux principales langues locales; les fonctionnaires généraux connaîtront les trois langues principales. La langue de l'Etat respectif est obligatoire.

21.—Système de milices en remplacement de l'armée permanente. Tout citoyen valide fait partie des milices. La milice doit servir dans les limites de son arrondissement. Elle n'est appelée sous le drapeau de l'Etat que lorsque la liberté et l'intégrité de celui-ci est menacée.

Tout milicien, durant son service, doit recevoir la solde en proportion du salaire minimum courant.

Revendications économiques

1.—Socialisation de la terre.

2.—La terre doit cesser d'être une propriété particulière et aliénable.

3.—Transformation en propriété collective de toutes les terres appartenant à la couronne, aux grands propriétaires et aux institutions cultuelles.

4.—Le droit d'exploiter le sol appartient aux travailleurs; chacun, en vertu du principe de travail, a le droit de cultiver autant de terre qu'il puisse, sans exploiter autrui, pour subvenir aux besoins de sa famille.

5.—La distribution des terres et la décision sur les formes de sa mise en valeur appartiennent aux communes rurales et urbaines respectives.

6.—L'égalisation des terres par des partages périodiques entre les communes, arrondissements et cantons se fera par les organisations centrales et cantonales intéréssées.

7.—Les terres d'une utilité collective (les forêts, les pâturages), les cours d'eau (forces motrices, pêches) sont confiés à la disposition des corps élus par les communes, et les bénéfices qui en proviennent sont appliqués aux travaux d'utilité générale.

8.—Les mines, comme les autres richesses naturelles, sont considérées comme propriétés de l'Etat; les recettes en sont destinées pour servir au progrès et au bien-être du peuple en général.

9.—Suppression des impôts indirects (à l'exception des impôts sur les objets de luxe).

10.—Impôt progressif sur le revenu et les successions. Dégrèvement de l'impôt sur les revenus au-dessous du minimum d'existence.

11.—Suppression du système protectionniste.

12.—Crédit populaire organisé par l'Etat.

Suppression de la corvée et de tout travaux non rémunérés.

13.—L'assurance par l'Etat contre la sécheresse, les inondations, la grêle, l'incendie, les épizooties et les autres fléaux naturels.

14.—Organisation collective pour les entreprises générales: routes, éclairage, boulangerie, abattoirs, hospices, etc.

15.—Développement des entreprises de coopération, tant de production que de consommation.

16.—Journée de huit heures pour les ouvriers dans les villes et dans les campagnes; journée plus courte encore pour les travaux anti-hygiéniques ou dangereux.

17.—Fixation d'un salaire minimum dans les villes et les villages.

18.—Protection législative du travail, conformément aux exigences de la science; suppression du travail de nuit (sauf pour les travaux dont la nature technique ne souffre pas d'interruption).

19.—Suppression du travail de nuit — sans exeption — pour les femmes et pour les enfants. Les femmes doivent cesser le travail six semaines avant et après leurs couches. Interdiction du travail pour les enfants âgés de moins de 15 ans et limitation du travail à 6 heures par jour pour les enfants âgés de 15 à 18 ans. Suppression des heures supplémentaires de travail. Interdiction de réduire les salaires sous forme d'amendes.

20.—Repos hebdomadaire. Les musulmans chômeront leur jour de repos hebdomadaire.

21.—Election de la direction des usines par les ouvriers. Participation des ouvriers à l'administration des usines.

22.—L'assurance des ouvriers contre les accidents, les maladies, la vieillesse et le chômage au dépens de l'Etat et des patrons.

23.—Traitement médical gratuit; conseils gratuits pour les entreprises techniques.

24.—Bourses de travail.

ՆՒԱԶԱԳՈՅՆ ՊԱՀԱՆՋՆԵՐ

(Քաղուած «Ծրագրից»)

—

ՔԱՂԱՔԱԿԱՆ

Հ. Յ. Դաշնակցութիւնը, իբրև յեղափոխական և սօցիալիստական կուսակցութիւն, ձգտում է պաշտպանել հայ աշխատաւոր մասսաների բովանդակ շահերը, թէ՛ տնտեսական-դասակարգային, թէ մարդկային-քաղաքական և թէ՛ ազգային-կուլտուրական, նպատակ ունենալով ժողովրդի ձեռքը տալ կառավարութեան ղեկը և այժմեան միապետական ու կապիտալիստական կարգերը փոխարինել լայն ռամկավարութեամբ ու արդիւնաբերութեան միջոցների համայնացումով։

Ղեկավար ունենալով սոցիալիստական սկզբունքները և կանգնած մեր բնակած վայրերի իրական ու հասունացած կարիքների վրայ՝ կուսակցութիւնը առաջադրում է հետևեալ նուազագոյն—minimum պահանջները.

1) ԹԻՒՐՔԱՑ-ՀԱՅԱՍՏԱՆՈՒՄ՝ Քաղաքական-տնտեսական ազատութիւն, հիմնուած տեղական լայն ինքնավարութեան և դաշնակցական կապերի վրայ, Օսմանեան պետութեան սահմաններում։

2) Օսմանեան կենդրօնական կառավարութիւնը հիմնուած ժողովրդական ռամկավար ներկայացուցչութեան սիստէմի վրայ, վարում է պետութեան ընդհանուր գործերը—արտաքին քաղաքականութիւն, զօրք, դրամ, մաքս, պօստ-հեռագիր, պետական միւս ֆօնկսիօնները թողնելով տեղական ինքնավար շրջաններին։

3) Թիւրքաց-Հայաստանը, իբրև Օսմանեան ֆեդերատիվ պետութեան մի մասը, վայելում է ազատութիւն իր ներքին գործերում։ Նրա բոլոր շրջաններն ու համայնքները ներքին խնդիրներում նոյնպէս վայելում են տեղական ինքնավարութիւն։

4) Թիւրքաց-Հայաստանի թէ կենտրոնական և թէ առանձին շրջանների օրէնսդրական-վարչական բոլոր մարմինները պէտք է ընտրուին ընդհանուր, հաւասար, ուղղակի, գաղտնի և համեմատական ձայնատւութեան սկզբունքով, առանց ցեղի, կրօնի և սեռի խտրութեան։

5) ԱՆԴՐԿՈՎԿԱՍԵԱՆ ռամկավար հանրապետութիւնը կազմում է Ռուսաստանի ֆեդերատիվ հանրապետութեան անբաժան մասը, կապուած նրա հետ պետական ինքնապաշտպանութեան, դրամական սիստէմի, մաքսի և արտաքին քաղաքականութեան խնդիրներով։

6) Ներքին բոլոր գործերում Անդրկովկասեան հանրապետութիւնը անկախ է, ունի իր կենտրոնական պարլամենտը, ընտրուած՝ ընդհանուր, հաւասար, ուղղակի, գաղտնի և համեմատական ձայնատւութեան սիստէմով։ Իւրաքանչիւր անդրկովկասցի, որ անցել է 20 տարին, իրաւունք ունի, առանց սեռի խտրութեան, ընտրելու։

7) Անդրկովկասը ուղարկում է Ռուսաստանի համապետական պարլամենտը իր ներկայացուցիչներին՝ ընտրուած ձայնատւութեան նոյն սիստեմով։

8) Անդրկովկասեան հանրապետութիւնը բաժանւում է կանտոնների, որոնք վայելում են տեղական ամենալայն ինքնավարութիւն։ Համայնքները նոյնպէս վայելում են ինքնավարութիւն՝ զուտ համայնական խնդիրներում։

9) Կանտոնների սահմանները որոշելիս՝ պէտք է նկատի առնել ազգաբնակութեան տեղագրական և կուլտուրական առանձնայատկութիւններ. ըստ կարելոյն միաձոյլ համախմբումներ կազմելու համար։

10) Օրէնսդրական, դատաստանական, վարչական բոլոր մարմինները, ինչպէս և պաշտօնեաները ընտրւում են, ժողովրդի կողմից, վերև յիշուած ընտրողական սիստէմով։

11) Ուղղակի օրէնսդրութիւն, ռեֆերէնդումի և նախաձեռնութեան իրաւունք։

ԸՆԴՀԱՆՈՒՐ ՊԱՀԱՆՋՆԵՐ ԵՐԿՈՒ ԵՐԿՐՆԵՐԻ ՀԱՄԱՐ

12) Ազատութիւն խօսքի, մամուլի, խղճի, ժողովների միութիւնների և գործադուլների։

13) Եկեղեցու բաժանումը պետութիւնից։ Կրօնը անհատական խղճի գործ է։

14) Ազգերի ինքնորոշման իրաւունք։ Կատարեալ հաւասարութիւն բոլոր ազգերի ու կրօնական համայնքների։ Ոչնչացումն դասակարգային բոլոր առանձնաշնորհումների։

15) Անձեռնմխելիութիւն անձի, բնակարանի, նամակագրութեան։

16) Ազատութիւն տեղափոխութեան։ Վերացումն անցագրերի։

17) Ընդհանուր, պարտադիր և ձրի սկզբնական ուսում պետական հաշուով։ Դպրոցների աշխարհականացում։ Դասատւութիւն մայրենի լեզուով։

18) Ջրի դատավարութիւն։

19) Կուլտուրական նպատակների յատկացրած պետա-
կան, կանտոնային և շրջանային բիւջէի բաժանումն ա-
ռանձին ազգութիւնների միջև, համաձայն ազգաբնակու-
թեան քանակի, դրա գործադրութիւնը, ինչպէս և իւրա-
քանչիւր ժողովուրդի կուլտուրական գործերի ղեկավա-
րութիւնը յանձնելով ընտրուած ուրոյն մարմինների։

20) Համայնական և կանտոնային բոլոր պաշտօնեաների համար պարտաւորական է տեղական երկու գլխաւոր լեզուների իմանալը, իսկ ընդհանուր պաշտօնեաների համար՝ երեք գլխաւոր լեզուները։ Պետական լեզուն պարտաւորական է։

21) Ժողովրդական միլիցիա՝ մշտական զօրքի փոխարէն։ Ամեն մի առողջ քաղաքացի պարտաւոր է որոշ ժամանակով պաշտօնավարել, իբրև միլիցիական։ Միլիցիան պաշտօնավարում է իր շրջանի սահմաններում։ Նա ենթարկւում է ընդհանուր զօրահաւաքի միայն այն դէպ-

քում, երբ ընդհանուր պետութեան ազատութեանը և ամբողջութեանը վտանգ է սպառնում:

Իւրաքանչիւր միլիցիական՝ ծառայութեան ընթացքում ստանում է վարձատրութիւն, աշխատաւորական նուազագոյն օրավարձի չափով:

ՏՆՏԵՍԱԿԱՆ

1) Հողերի համայնացումն:

2) Հողը դադարում է մասնաւոր սեփականութիւն և վաճառքի նիւթ լինելուց:

3) Արքունական, կալուածատիրական, կրօնական հիմնարկութիւններին պատկանող, ինչպէս և բոլոր այլ տեսակի հողերը դարձնել ամբողջ ժողովուրդի սեփականութիւն:

4) Հողից օգտուելու իրաւունքը պատկանում է աշխատաւորներին, աշխատաւորական սկզբունքով, - իւրաքանչիւր աշխատաւոր իրաւունք ունի այն չափով հող մշակելու, որ կարողանայ, առանց ուրիշի աշխատանքը շահագործելու, բաւարարութիւն տալ իր և իր ընտանիքի սպառողական պահանջներին:

5) Հողի տնօրինութիւնը և նրանից օգտուելու ձևերի մանրամասն որոշումը պատկանում է գիւղական և քաղաքային համայնքներին:

6) Կենտրօնական և շրջանային վարչութիւններին վերապահւում է իրաւունք՝ պարբերական հողաբաժանումների միջոցով՝ իրականացնել հողերի միջշրջանային և միջհամայնական հաւասարացումը:

7) Համայնքից ընտրուած մարմինների կարգադրութեանն են յանձնւում համայնական ընդհանուր նշանակութիւն ունեցող գետինները (անտառներ, արօտ) ու ջրերը (չարժոյժ, ձկնորսութիւն) և դրանցից ստացուող եկամուտները գործադրւում են համայնքի կուլտուրական ձեռնարկների համար:

8) Հանքերը, ինչպէս և արտաքոյ կարգի արժէք ու-

նեցող բնական այլ հարստութիւնները համարւում են պետական սեփականութիւն, և նրանց եկամուտները գործադրւում են համաժողովրդական-կուլտուրական նպատակների համար:

9) Վերացումն անուղղակի հարկերի (ի բաց առնելով պերճանքի առարկաները):

10) Պրոգրեսսիվ տուրք եկամտի և ժառանգութեան: Հարկից բոլորովին ազատել որոշ չափից պակաս եկամուտ ունեցողներին:

11) Ոչնչացումն հովանաւորական մաքսի:

12) Պետական ամենամատչելի կրետիտ:

Անմիջական վերացումն օլամի, բէգարի եւ այլ չը վարձատրւող աշխատանքների:

13) Պետական ապահովագրութիւն երաշտից, կարկտից, մորեխից, հեղեղից և այլ պատահարներից:

14) Համայնական կազմակերպումն հանուր ձեռնարկների՝ ինչպէս ճանապարհներ, լուսաւորութիւն, փուռ, սպանդանոց, հիւրանոց ևայլն, որոնց շահագործումը ժողովրդական նշանակութիւն ունի:

15) Զարգացումն սպառողական, արդիւնաբերական և կօօպերատիվ այլ բնոյթ ունեցող ձեռնարկների:

16) Օրական 8 ժամեայ աշխատանք բանուորների համար, թէ քաղաքներում և թէ գիւղերում: Առողջապահական տեսակէտից առանձնապէս վտանգաւոր ու վնասակար գործերում՝ աւելի պակաս:

17) Սահմանումն նուազագոյն օրավարձի քաղաքներում և գիւղերում:

18) Աշխատանքի օրէնսդրական հովանաւորութիւն, գիտական առողջապահական պահանջների համեմատ: Վերացումն գիշերային աշխատանքի (բացի այն գործառնութիւններից, որոնց տեխնիկական բնոյթը այդ թոյլ չէ տալիս):

19) Վերացնել կանանց և երախաների գիշերային աշ-

խատանքը։ Կանայք ազատ պիտի լինին աշխատանքից՝ ծննդաբերութիւնից վեց շաբաթ առաջ և վեց շաբաթ յետոյ։ Արգելել երախաների աշխատանքը մինչև 15 տարեկան հասակը. իսկ 15-ից մինչև 18 տարեկան հասակը՝ սահմանափակել օրական 6 ժամով։ Վերացնել պայմանաժամից դուրս աշխատանքը։ Արգելել տուգանքի ձևի տակ օրավարձի նւազեցումը։

20) Կիրակնօրեայ լիակատար հանգստութիւն։ Մահմեդականների համար՝ իրենց յատուկ օրը։

21) Գործարանական վերատեսչութեան ընտրութիւնը՝ բանւորների կողմից։ Բանւորների մասնակցութիւն գործարանների ներքին վարչական գործերում։

22) Բանւորների ապահովագրումն՝ դժբաղդ պատահարներից, հիւանդութիւնից, ծերութիւնից և անաշխատութիւնից, պետութեան և գործատէրերի հաշւով։

23) Ձրի բժշկութիւն։ Տիխնիկական ձրի աջակցութիւն։

24) Աշխատանքի բորսաներ։

2013

ՀՀ Ազգային գրադարան
NL0040724

Adresse: Rédaction *Droschak*, Genève (Suisse).